

ALGER

الجزائر
Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Sonatrach-veut-de-l-extraction.html>

**« Sonatrach veut de
l'extraction rapide de gaz de
schiste et de la vente directe
au lieu d'investir dans des
créneaux durables et assurer
une industrie nationale »***

publication date: samedi 31 janvier 2015

Description:

- National -

Interview de Segni Laâdjaj, Professeur à l'université Kasdi Merbah de Ouargla



Nous allons droit vers une solution suicidaire qui anéantira la vie dans notre Sahara sous prétexte de surcoûts, parce que **Sonatrach veut de l'extraction rapide et de la vente directe au lieu d'investir dans des créneaux durables et assurer une industrie nationale. Qu'en est-il alors des 25 millions de dollars que coûte un seul puits de gaz de schiste ? Imaginez-vous ce que représentent 25 millions de dollars injectés dans une grande exploitation de palmiers dattiers ou de tournesol ?**

Dans une usine de vinaigre de dattes ? Ils se disent capables de maîtriser les risques de contamination ? Première nouvelle, qu'ils nous règlent alors les problèmes écologiques dus à la contamination nucléaire de Reggane et In Ekker

.

par Houria Alioua

in El watan

15.01.15

* Titre de l'interview modifié par Alger républicain.

Segni Laâdjal. Professeur à l'université Kasdi Merbah de Ouargla

La position des universitaires et des chercheurs des wilayas du Sud n'a jamais été aussi claire et aussi tranchée, à propos de la contestation sociale qui est née et s'est épanouie dans ces régions depuis une dizaine d'années. Pour la première fois, des chercheurs de rang magistral, tels que Hakim Bouzid - ornithologue mondialement connu pour son travail actif pour la reconnaissance de l'Algérie en tant que haut lieu de vie du flamant rose par le baguage de milliers d'oiseaux dans les lacs salés d'El Ménéea, Ouargla et Ezzemoul - et le professeur Segni Laâdjal, spécialiste en biotechnologie et chimie verte à l'université, se joignent à la contestation citoyenne. El Watan a rencontré le Pr Laâdjal juste après son intervention lors du rassemblement anti-gaz de schiste tenu à Ouargla le 10 janvier dernier.

- Peut-on considérer, aujourd'hui, que les universitaires de Ouargla sont sortis de leur réserve ?

En tant qu'intellectuels, nous ne pouvons pas être le dernier maillon de ce sursaut citoyen. Quand il s'agit de l'intérêt général, de l'intérêt suprême de la nation, nous ne pouvons laisser seuls ces milliers de concitoyens portés par leur amour de la terre de nos ancêtres et leur volonté de la préserver contre cette machine intrépide qui veut imposer des choix déloyaux sans leur avis. Les universitaires, les chercheurs de Ouargla sont avant tout des citoyens qui ont le droit et le devoir de défendre notre peuple, notre état, nos intérêts. C'est un devoir sacré pour les chercheurs que nous sommes. Je parle ici en leur nom.

- Votre intervention est un plaidoyer pour un moratoire et un débat national sur la question du gaz de schiste, qu'en est-il de votre apport en tant que chercheur ?

L'université de Ouargla est au coeur des débats d'actualité. Nous avons organisé, fin novembre dernier, le premier colloque international sur les hydrocarbures, énergies et environnement (HCEE-2014) dont les travaux ont porté sur les mécanismes susceptibles de promouvoir la contribution des ressources énergétiques renouvelables dans l'économie de l'énergie, afin de préserver l'environnement. Nous avons dressé un tableau des moyens et techniques d'optimisation de la consommation des ressources fossiles, telles que les hydrocarbures, le charbon... Notre objectif était d'interpeller les décideurs sur la nécessité d'une transition énergétique tendant vers le recours progressif aux énergies renouvelables disponibles chez nous et de mettre à contribution la communauté scientifique nationale dans cette politique. Des experts internationaux étaient là, notamment des Russes, qui ont souffert de l'expérience de Tchernobyl et l'ont dûment disséquée pour obtenir les enseignements, ils ont nous ont ouvert les yeux sur les dangers de ce type d'énergie sur l'environnement.

Même les experts algériens présents, y compris Abdelmadjid Attar et d'autres représentants de Sonatrach, ont approuvé la principale recommandation de ce colloque, à savoir que la gaz de schiste constitue une réserve nationale en énergie qui ne va pas subir de détérioration ou disparaître de notre sous-sol, les générations futures pourront en profiter le jour où les techniques seront mieux maîtrisées et moins polluantes. Je pense qu'ils ont changé d'avis par la suite vu leur position d'aujourd'hui. De toutes façons, ils ne nous ont jamais demandé notre avis, parce que nous sommes des chercheurs indépendants et que la communauté scientifique du Sud n'est pas d'accord.

- Vous voulez dire que l'université de Ouargla s'est positionnée en novembre dernier contre le gaz de schiste ?

La principale recommandation de notre séminaire concernait justement le gaz de schiste qu'on a recommandé de considérer comme une solution à long terme. Nous nous étonnons, au même titre que la population d'In Salah, du fait que l'annonce première concernait une exploitation à l'horizon 2030, puis 2022, aujourd'hui c'est 2015. **Quelles technologies avons-nous en tant qu'Algériens pour justifier cette précipitation ? Et encore, avec le peu**

d'engouement des grandes multinationales, ils se sont rabattus sur Total, qui n'est pas spécialiste du gaz de schiste, et qui utilise des techniques et moyens de forage conventionnels.

Cette compagnie n'a jamais fait de forage de schiste. Nous avons conclu que nous avons des alternatives durables qui peuvent assurer notre sécurité alimentaire et diminuer nos importations et par là notre dépendance de l'étranger. Nous avons parlé de préservation des ressources hydriques, d'énergies propres et de formation de la ressource humaine. L'acharnement des grandes nations concerne la sécurité alimentaire, justement, alors qu'on veut nous réduire à des tubes digestifs.

Les experts doivent réfléchir à cela en priorité, ne plus faire taire les gens avec des augmentations de salaire, ne plus céder au raccommodage, aller vers une économie diversifiée. Pourquoi vouloir maintenir à tout prix cette économie de la rente ? C'est facile de vendre et de dépenser : 750 milliards de dollars ont été engloutis dans tout sauf les créneaux porteurs. Si nous prenons le palmier dattier, à lui seul il ouvre les portes de dix industries, le tournesol, l'olivier sont nos cultures génératrices de richesse et la voie pour la sécurité alimentaire.

- Vous avez parlé d'un manque d'engouement de part le monde. Quels sont les arguments à retenir ?

Personne de par le monde n'est aussi chaud pour l'exploitation du gaz de schiste, voyez la Chine, qui en détient les plus grandes réserves au monde, qui compte une population plus importante et qui pourtant n'extraie pas son gaz de schiste. Pourquoi la Chine préfère-t-elle acheter son énergie en Iran et en Russie ? Sommes-nous plus malins qu'eux ?

L'Algérie a, pour elle seule, la plus grande portion du Sahara, un million de mètres carrés contiennent notre réservoir d'eau, le plus grand au monde entre deux immenses aquifères, que sont le continental intercalaire et le complexe terminal comptant 400 000 milliards de mètres cubes, nous avons un taux d'ensoleillement de 3000 heures par an et nous sommes quasiment poussés à cette folie de céder à la tentation du gaz de schiste que nous regretterons amèrement et dont l'opportunité économique encore plus qu'écologique est plus que contestée.

- Les experts ont souligné les surcoûts du solaire et du géothermique, la tendance mondiale à ne pas compter essentiellement sur les énergies propres...

Ce n'est pas vrai. Nous allons droit vers une solution suicidaire qui anéantira la vie dans notre Sahara sous prétexte de surcoûts, parce que **Sonatrach veut de l'extraction rapide et de la vente directe au lieu d'investir dans des créneaux durables et assurer une industrie nationale. Qu'en est-il alors des 25 millions de dollars que coûte un seul puits de gaz de schiste ? Imaginez-vous ce que représentent 25 millions de dollars injectés dans une grande exploitation de palmiers dattiers ou de tournesol ?**

Dans une usine de vinaigre de dattes ? Ils se disent capables de maîtriser les risques de contamination ? Première nouvelle, qu'ils nous règlent alors les problèmes écologiques dus à la contamination nucléaire de Reggane et In Ekker, qu'ils résorbent le cratère de Berkaoui, qui ne cesse de se développer. Ce sont des arguments fallacieux. Ils minimisent les risques alors qu'ils injectent déjà de l'uranium et du radon dans le sol. Les radiations sont impossibles à maîtriser.

- Pensez-vous qu'In-Salah ait raison de demander un moratoire ?

Oui, c'est ce qu'il faut. Il est même urgent qu'un moratoire soit annoncé, car si on continue à mépriser l'avis du citoyen le plus concerné, on va droit vers la déstabilisation. Pas de concertation ni de débat national, est-ce raisonnable ? Qu'ils organisent un sondage national, ils verront ce que le peuple répondra. Le peuple a raison, il n'a pas besoin de tuteur et il l'a bien prouvé. C'est cette politique de marginalisation, de mépris qui causera notre perte

et c'est pour cela que notre acharnement aujourd'hui est pour notre pays.

Ce gouvernement ne nous intéresse pas, c'est l'État algérien que nous voulons préserver et on a le temps, on est au début du tremplin vers la crise et il faut prendre les bonnes décisions. L'après-pétrole, l'avenir énergétique d'un pays ne sont pas l'affaire d'un groupe de personnes mais d'un consensus national, et au fond, c'est ça le message à retenir de la protestation d'In-Salah.

Oui, les gens d'In Salah ont pleinement raison, il ne faut pas les sous-estimer, ils ont une société civile forte, consciencieuse. In Salah, ce n'est ni Alger ni Oran, ce n'est pas une grande université ni un cadre structuré politisé, mais des citoyens plus conscients que les autres et ils ont réussi à faire parvenir leur message. Ils parlent d'un danger imminent qui touchera tous les Algériens.

Eux savent que la réserve mondiale en solaire au monde est en Algérie, dans le triangle Ouargla-In Salah-Adrar. Les Allemands ne sont pas fous, ils voulaient à tout prix le projet Desertec. Le soleil, l'eau, l'agriculture c'est notre avenir. Les experts en gaz de schiste évaluent à 7 millions de dollars cette rente de gaz de schiste qui va nous coûter nos vies. Qu'ils fassent l'économie de ces forages coûteux et donnent plutôt ces millions à In Salah, elle en sera métamorphosée.

Houria Alioua

in El watan

15.01.15

" Titre modifié par Alger républicain